



Comte Casimir de Dufferin
261209- 31412



Façon d'explications adressées au comte de
Dufferin, Gouverneur du Canada pour expliquer
la position prise envers le Gouvernement Bon.
canadien.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 19 Mars, 1878.

MY LORD,

Le factum d'explications ci-annexé que j'adresse à Votre Excellence aujourd'hui aura l'effet, j'en suis persuadé, de démontrer que j'ai toujours agi avec bienveillance et avec un sentiment d'assistance loyale envers l'Honorable M. DeBoucherville et ses collègues durant leur tenure d'office.

Ce qui aurait pu produire des conflits regrettables entre moi et mon Cabinet a été presque invariablement aplani par le bon vouloir que j'ai constamment mis à passer par dessus des actes irréguliers que je signale dans ce Mémoire.

J'espère, My Lord, que la position difficile qui m'a été faite ne sera pas justifiée seulement parce qu'elle est constitutionnelle, mais aussi parce que la conduite de mon Cabinet mettait en péril, non-seulement les prérogatives de la Couronne, mais les intérêts les plus sérieux du peuple de cette Province.

J'ai l'honneur d'être,

My Lord,

Votre très-obéissant serviteur,

(Signé)

L. LETELLIER,

Lieut.-Gouverneur.

À Son Excellence

Le Très-Honorable COMTE DE DUFFERIN,

K. P., K. C. B., G. C. M. G.,

Gouverneur-Général du Canada,

Ottawa.

BIBLIOTHEQUE DE LA
VILLE DE MONTREAL



COLLECTION
GAGNON

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

QUÉBEC, 18 Mars, 1878.

A Son Excellence

LE TRÈS HONORABLE COMTE DE DUFFERIN,

K. P., K. C. B., G. C. M. G.,

Gouverneur Général du Canada,

Ottawa

MY LORD,

J'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à votre considération des documents et des détails que je n'ai pu mettre devant le public, mais qui eussent fait comprendre d'avantage que la démission du Cabinet de M. de Boucherville m'était imposée par les circonstances.

Ces détails ne se trouvent point dans les correspondances que j'avais autorisé M. de Boucherville à mettre devant les Chambres et qui sont ci-annexées.

Depuis le jour où j'ai été élevé par Votre Excellence à la position que j'occupe maintenant, tous mes rapports privés avec les membres de mon Cabinet, jusqu'au temps de sa démission, ont été, je dois le déclarer, généralement agréables; mais, en ce qui concerne mes rapports officiels avec M. le Premier, j'ai presque invariablement éprouvé que je ne possédais pas, de sa part, cette confiance entière qui est le principal élément des bonnes relations entre le Représentant de la Couronne et ses aviseurs.

Après avoir étudié l'état général des affaires de notre Province; après m'être convaincu que des changements législatifs et administratifs devenaient de plus en plus nécessaires, je décidai d'user avec modération, et avec la plus grande discrétion possible, de l'influence que ma position me donne, pour obtenir la réalisation de ce que je croyais être pour le plus grand avantage de la Province.

Je regrette de dire à Votre Excellence que, quoique M. de Boucherville ait le plus souvent pris mes conseils en bonne part, et qu'il les ait généralement approuvés, il n'en a pas moins presque toujours agi comme s'il ne les avait jamais reçus. Malgré cela, loin de me prévaloir de mon autorité pour entraver son action en aucune façon, je lui ai toujours montré une grande indulgence, comme Votre Excellence pourra s'en convaincre par l'exposé des faits suivants :

10.—Durant la Session de 1876, un Bill avait subi ses trois lectures dans l'une des deux chambres, et seulement deux lectures dans l'autre.

Ce bill, revêtu de tous les certificats nécessaires pour me faire croire qu'il avait été régulièrement passé et adopté, me fut soumis par le Premier pour recevoir ma sanction.

En conséquence de l'ignorance de ces faits, dans laquelle je fus laissé par mes Aiseurs, j'accordai ma sanction à ce bill.

Peu de temps après je fus informé de cette irrégularité, et j'en parlai de suite au Premier. Je lui fis observer qu'un acte de cette nature entraînait des conséquences trop sérieuses pour qu'il fut mis en oubli.

Pour l'obliger, cependant, je ne lui fis pas un grief de ce fait de législation irrégulière, devenu irréparable.

20.—Pendant cette même Session, un autre Bill me fut présenté pour sanction. En l'examinant, je constatai un blanc non rempli que je signalai à l'attention de M. le Premier par la lettre suivante :—

Personnelle.

QUÉBEC, 27 déc. 1876.

MON CHER PREMIER,

"Un bill, E, qui a originé dans le Conseil, a été passé par l'Assemblée Législative sans addition. En le lisant, avant d'apposer mon certificat de sanction, je découvre, dans la section 6ème, à la 7ème ligne, qu'un blanc n'a pas été rempli.

"Vous avez suivi la pratique, en ne fixant point la pénalité au Conseil Législatif; mais la chose est passée inaperçue dans l'autre branche de la Législature, ou les Officiers auront, par quelque malentendu, omis d'y insérer le montant fixé par la Chambre, ou encore c'est une erreur dans la revise.

" A propos de ces erreurs, vous en trouverez une dans la seconde section du " même acte, où le mot amender est à l'infinif. Je ne signale cette dernière, à la-
 " quelle j'attache très peu de conséquence, que parce que j'en ai trouvé une autre
 " dans un acte où j'avais à vous signaler une omission que je crois fatale."

Bien à vous,

(Signé.) L. LETELLIER.

M. le Premier vint me dire qu'il regrettait cette omission, et me demanda de sanctionner ce dernier bill dans l'état où il était.

L'esprit de conciliation avec lequel j'y consentis sembla lui être agréable.

30.— En mars 1877 (vide annexe A), mes aviseurs me firent faire, pour le quartier Sud du village de Montmagny, une nomination d'un conseiller municipal, sous le pré-
 texte qu'il n'y avait pas eu d'élection, ou que si telle élection avait eu lieu, elle était
 illégale.

Je crois devoir en expliquer toutes les circonstances à Votre Excellence à cause
 du principe important qui y était engagé.

Après l'examen personnel que je fis des requêtes et des autres documents se rat-
 tachant à cette élection, j'allai voir M. le Premier, à son propre bureau, pour le prier
 de ne point hâter la nomination qu'on lui demandait de faire d'un conseiller munici-
 pal pour cette localité, avant d'être plus amplement renseigné.

Je lui fis observer qu'il apparaissait qu'une élection municipale avait eu lieu, et
 que, dans ce cas, comme principe, le Conseil Exécutif ne devait point intervenir.
 J'ajoutai que du moment qu'une élection légale ou même illégale avait eu lieu, il
 appartenait aux tribunaux d'en juger suivant le cours ordinaire de la loi, dont ils sont
 les interprètes.

J'intimai alors à M. de Boucherville, que je maintenais *en principe* que toutes les
 matières ressortant du pouvoir judiciaire devaient être laissées invariablement aux
 tribunaux ; lesquels, par leur organisation, peuvent mieux que l'Exécutif s'enquérir
 des matières de fait et de la preuve ; et que je ne permettrais jamais que le pouvoir
 exécutif fût substitué au pouvoir judiciaire, lorsque ce dernier avait juridiction.

M. le Premier trouva que cette opinion et les principes sur lesquels je m'appuyais
 étaient conformes à ses idées et nécessaires à la bonne administration de la justice.
 Il me demanda si je consentirais à voir M. Angers, le Procureur-Général, à ce sujet.

J'y consentis de suite, et M. le Procureur-Général fut mandé immédiatement.
 Les faits se rapportant à cette difficulté d'élection, et ma manière de les envisager lui
 furent alors communiqués. Il promit qu'avant de faire faire une nomination par le
 Lieutenant-Gouverneur, il s'enquerrait.

Peu de temps après il me fit rapport qu'il s'était enquis des faits et, à sa sugges-
 tion, je fis la nomination de Jules Belanger comme conseiller.

Au commencement de mars 1877, des difficultés et des rixes provenant de cette
 élection avaient lieu à Montmagny.

Après cette nomination, ces rixes se renouvelèrent jusque dans le sein même du
 conseil municipal d'où l'on expulsa, avec violence, le conseiller que l'on n'avait ainsi
 fait nommer ; cette nomination m'avait été recommandée nonobstant le fait qu'il y
 avait eu une élection, qu'elle avait été faite et présidée par le maire, qu'Eugène
 Fournier avait été rapporté élu à l'unanimité, qu'il avait été assermenté suivant la
 loi, et que même, lorsqu'on me recommanda la nomination de Jules Belanger, la per-
 sonne ainsi élue avait effectivement pris son siège, avait été assermentée et avait
 siégé dans le dit Conseil, ainsi que les minutes du Conseil le constatent.

En apprenant plus tard ces faits, je les communiquai à M. le Premier et lui de-
 mandai de faire préparer la révocation de la nomination qu'on n'avait ainsi fait faire,
 contrairement aux principes énoncés plus haut, et dont il avait lui-même admis la
 justesse.

M. le Premier me répondit que la chose était d'une nature très délicate, vu que
 cette action serait contraire à la recommandation de M. Angers, son procureur-général :
 il termina en disant qu'il lui ferait préparer un mémoire à ce sujet.

Ce mémoire, je le reçus quelques jours plus tard ; après l'avoir lu, j'intimai de
 nouveau à M. de Boucherville que, dans l'intérêt de la paix et par respect pour le
 principe de ne point substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire, dans les
 matières du ressort de ce dernier, j'insistais à ce que cette révocation fût faite.

Après avoir attendu plusieurs jours pour une réponse, et n'en recevant aucune de M. le Premier, je lui adressai la lettre dont suit copie :

Personnelle et confidentielle.

Québec, 14 Mars, 1877.

Mon cher DE BOUCHERVILLE.

" Je n'ai pas eu de réponse au sujet de la nomination d'un conseiller à Montmagny.

" Ceux qui ont trompé le Gouvernement pour me faire faire un acte exécutif, à l'encontre d'une question qu'ils savaient alors appartenir au domaine judiciaire, ne doivent pas, ce me semble, mériter des égards qui ne peuvent être que blessants pour le Gouvernement et pour moi-même.

" Le remède est bien simple : rescinder cette nomination—laisser les parties intéressées se débattre devant les tribunaux.

Bien à vous,

(Signé,) L. LETELLIER.

Si j'insiste, Mylord, sur ce dernier point, c'est pour démontrer à Votre Excellence, que M. le Premier Ministre connaissait parfaitement alors ma manière de voir à cet égard, et qu'il ne devait, par conséquent, sans m'en prévenir et surtout sans m'en aviser, proposer durant la dernière session de la Législature, aucune législation ni faire aucun acte administratif tendant à substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire.

Il était facile au Premier Ministre de comprendre, d'après mes observations et les fréquentes conversations que j'avais eues avec lui, que je ne pourrais consentir à voir dépouiller les sujets de Sa Majesté du droit que leur garantit la Grande Charte, de ne subir aucune atteinte à leurs biens, autrement qu'en vertu du jugement des tribunaux du pays.

4°. — Le 19 Mars, 1877, à la veille de m'absenter pour quelques jours, j'écrivis à l'Honorable M. Chapleau, et, dans un *post-scriptum* à ma lettre, je lui dis :— " Faites moi donc le plaisir de dire au Premier que s'il a besoin de mon concours, M. Gautier pourra m'apporter les documents qui requerront ma signature."

M. de Boucherville a dû comprendre par là, que si j'étais prêt à lui donner mon concours, c'était à la condition de voir, avant de les signer, les documents qui m'étaient soumis.

Je vous laisse, My Lord, à juger de quelle manière on a interprété ma pensée.

5°. A la date du 6 novembre dernier j'adressai à l'Honorable M. DeBoucherville, la lettre dont suit copie :

Personnelle.

Québec, 6 novembre, 1877.

L'Honorable C. B. DEBOUCHERVILLE,

Premier, etc., etc.

" Mon cher DE BOUCHERVILLE,

" La dernière *Gazette Officielle* publie sous ma signature deux Proclamations que je n'avais pas signées.

" L'une est pour la convocation des Chambres, et je l'avais réservée pour vous en parler ; l'autre, que je n'ai pas même vue, fixe un jour d'actions de grâces.

" Ces procédés, que je ne qualifierai pas, produisent, en outre de leur inconvenance, des nullités que vous comprendrez facilement."

Bien à vous,

(Signé,) L. LETELLIER.

Voici les notes que j'ai prises de ma conversation avec M. DeBoucherville à ce sujet :

M. DeBoucherville est venu le même jour qu'il a reçu cette lettre pour me dire qu'il regrettait que la chose fût arrivée, qu'il n'y avait pas de sa faute. J'acceptai cette excuse, et je lui dis alors que je ne tolérerais pas que l'on se servit de mon nom lorsqu'il serait nécessaire à aucun acte de mon office, sans que l'on m'eût soumis les documents qui nécessiteraient ma signature et sans que l'on m'eût donné des informations. M. DeBoucherville m'assura que cela serait fait à l'avenir.

(Signé.) L. L.

60. Mais, My Lord, il est un point encore plus important que je ne peux taire plus longtemps.

Des conversations que j'ai eues avec M. DeBoucherville il résulte un fait qui, s'il était connu, suffirait à lui seul pour me justifier de n'avoir pas cru qu'il possédait la confiance du peuple de cette Province.

Je lui remontrai à deux reprises, quelque temps après la session de 1876, que des millions avaient été votés comme aide à tous les chemins de fer en général, lorsque nos finances me paraissaient dans un état à ne pas nous permettre d'entreprendre de prodiguer à la fois des subsides à ces nombreuses entreprises, et surtout lorsque notre crédit se trouvait, sans cela, si considérablement engagé dans la construction du chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Il m'avoua bien sincèrement que ces concessions, tout en ayant pour objet le développement de la Province, étaient nécessitées par des causes politiques; que, sans cela, le support des représentants dont les comtés sont traversés par ces chemins de fer, cesserait d'être assuré au Gouvernement, qu'il n'y aurait pas moyen d'avoir de majorité, que ces membres formaient des combinaisons, des "*rings*," pour contrôler la Chambre.

M. de Boucherville n'ignore pas que je lui dis alors qu'il valait mieux sauver la Province qu'un Gouvernement, et que, si son administration n'était pas assez forte pour résister à ces influences, il vaudrait mieux, pour lui, faire une combinaison avec les hommes honnêtes de bonne volonté de chaque parti, que de se soumettre à la dictée de ces "*rings*" et au contrôle de ces combinaisons.

Lorsqu'il n'a rien fait pour se soustraire à cette influence délétère, après l'avoué qu'il m'a fait lui-même que la Législature était contrôlée par ces "*rings*"; lorsque, par sa législation, il a voulu la favoriser de nouveau, pendant la dernière session, sans avoir obtenu mon avis, n'avais-je pas le droit comme représentant de ma Souveraine, de croire et de me dire que M. de Boucherville ne possédait pas une majorité constitutionnellement formée au sein de l'Assemblée Législative?

70. En communiquant aux Chambres mes mémoires du 25 février et du 1er Mars dernier, M. le Premier Ministre et M. le Procureur-Général Angers ont, en violation de leur devoir, outrepassé l'autorisation que je leur avais donnée à cet effet par ma lettre du 4 mars dernier. Ils ont accompagné cette communication du rapport de prétendues conversations dont je conteste l'exactitude et dont je signale l'inconvenance.

Je ne signalerai, My Lord, qu'un seul fait pour prouver cette inexactitude et cette inconvenance. Les Honorables Messieurs de Boucherville et Angers, dans leurs explications aux Chambres, insistent beaucoup sur le télégramme que M. de Boucherville m'a envoyé à la Rivière-Quélle pour me demander la permission d'introduire des résolutions concernant les finances, et sur le blanc-seing que je lui ai transmis en réponse.

Mais eux-mêmes ont fait remplir le blanc-seing par mon Secrétaire particulier, de manière à donner au télégramme le sens que je lui avais attribué, savoir, d'une demande de la permission d'introduire les subsides. Voici la copie du message fait avec ce blanc-seing.

M. le Trésorier Church présente un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, lequel est comme suit :

" L. LETELIER."

" Le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec transmet à l'Assemblée Législative les estimations supplémentaires pour l'année courante et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée Législative.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 30 janvier, 1878."

Mes ministres n'ont jamais eu, de leur propre aveu, d'autre autorisation de ma part pour introduire leurs résolutions de chemin de fer et de taxations que le blanc-seing ci-dessus dans lequel il n'en est pas dit un mot. D'ailleurs, il est à remarquer que les résolutions de chemin de fer ont été introduites le 29 janvier, pendant que le message est daté du 30.

C'est pour cette raison, Mylord, que je vous fais connaître tous les faits et tous les détails qui se rattachent aux rapports que j'ai eus avec M. de Boucherville et ses collègues.

S'il n'y avait que mon individualité en cause, je m'abstiendrais de réclamer en aucune façon contre les injustes appréciations qu'en violation de leur devoir ils ont faites de la conduite du représentant de la Couronne; mais il s'agit ici du maintien même de la constitution qui nous régit.

Si l'on a publié, sans aucune autorisation de ma part, des proclamations que je n'avais pas signées, est-il étonnant que l'on ait proposé en mon nom aux Chambres des messages sur lesquels je n'avais pas été avisé?

C'est parce que, comme Représentant de ma Souveraine, je suis injustement et indignement traité devant le public que je vous fais connaître, My Lord, que, dans l'exercice de mon devoir comme son représentant, je n'ai pas eu seulement pour but de protéger la dignité de mon office; mais de donner au peuple de cette Province l'occasion de comprendre que l'exercice de la prérogative royale dans les circonstances actuelles n'est pas hostile à ses libertés constitutionnelles; qu'au contraire elle lui fournit les moyens d'exercer librement son jugement.

Il résulte, My Lord, de ce que je viens d'exposer :

1o. Que généralement les recommandations que j'ai faites à mon Cabinet n'ont pas reçu cette considération qui est due au Représentant de la Couronne;

2o. Que mon nom a été employé par les membres du gouvernement comme signature à des documents que je n'avais jamais vus;

3o. Qu'on a publié, dans la Gazette Officielle, une proclamation convoquant la Législature sans me consulter ni m'en aviser, et avant que ma signature n'y fût apposée;

4o. Qu'une autre proclamation fixant un jour d'actions de grâces a été pareillement promulguée dans les mêmes conditions;

5o. Que, quoique j'eusse par mes conseils et par ma lettre du 14 Mars 1877, intimé à M. le Premier ministre l'interdiction de protéger les habitants de cette Province contre les décisions arbitraires du pouvoir exécutif, dans les matières où les tribunaux ont juridiction, M. le Premier Ministre a cru devoir, sans ma participation et sans me consulter, proposer aux chambres, dans la législation sur le Chemin de Fer Q. M. O. et O., de substituer le pouvoir exécutif au pouvoir judiciaire;

6o. Que, sans m'avoir avisé et sans avoir reçu mon autorisation, en aucune façon quelconque, le Gouvernement de M. de Boucherville a proposé à la Législature une mesure de taxation presque générale, sur les contrats et les transactions ordinaires de la vie, les transferts de parts de Banque etc., etc., lorsqu'aucun message de ma part n'avait été demandé pour cet objet, ni signé par moi pour en autoriser la proposition aux Chambres;

7o. Qu'après sa démission, le gouvernement de M. de Boucherville a manqué de nouveau à son devoir, en donnant, pour faire ajourner les chambres de jour en jour, des raisons autres que celles convenues entre moi et le Premier, et cela, au risque de préjuger l'opinion publique contre le représentant de la Couronne;

8o. Que lors de la communication des causes qui ont nécessité la démission du Cabinet, dans les explications qui ont été données par le Premier Ministre au Conseil Législatif, et par le Procureur-Général à l'Assemblée législative, tous deux se sont servis de prétendues conversations qu'ils n'avaient aucune autorisation de communiquer aux Chambres, puisque le Premier Ministre avait, par sa réponse à la lettre du Lieutenant Gouverneur du 4 mars courant, limité ses explications à la communication aux chambres, des mémoires du 25 fév., et du 1er mars, et des réponses du Premier Ministre du 27 fév. et du 2 et 4 mars courant;

9o. Que, partant, les additions et les commentaires faits par le Premier Ministre au Conseil Législatif et par M. le Procureur Général à l'Assemblée législative, étaient contraires aux conditions stipulées entre le Lieutenant-Gouverneur et le Premier Ministre;

10o. Que le Premier Ministre et ses Collègues, en se servant de prétendues conversations privées pour expliquer les causes de leur démission, et ce, contrairement à

ce qu'ils devaient à la Couronne, et à ce qu'ils s'étaient obligés d'observer envers elle, ont mis le Lieutenant-Gouverneur dans la nécessité de faire connaître à Votre Excellence toutes les raisons de cette démission.

J'ai l'honneur d'être,

My Lord,

Votre très-obéissant serviteur,

(Signé.)

L. LETELLIER,

Lieut.-Gouverneur

ANNEXE A.

RÉSUMÉ DU DOSSIER OFFICIEL

En janvier, 1877, une élection avait eu lieu pour le quartier sud du village de Montmagny. Cette élection ayant été déclarée nulle par la Cour, celle-ci en ordonna une nouvelle, et chargea Eugène Hamond d'y présider.

Au jour fixé, Eugène Hamond refusant de présider, Naz. Bernatchez, éer., maire de la municipalité, le plus ancien magistrat présent, prit la présidence.

L'assemblée élit Eugène Fournier.

Eugène Hamond écrivit au Lieutenant-Gouverneur qu'il n'avait pas présidé l'assemblée, sans ajouter cependant qu'il n'y avait pas eu d'élection. Il recommandait, en même temps, la nomination de Jules Bélanger.

Eugène Fournier, élu à l'assemblée du 19 février, prêta le serment d'office et prit son siège le 23 février.

Le 3 mars, le Procureur-Général (M. Angers), recommanda la nomination de Jules Bélanger, qui fut nommé en conséquence le 7 du même mois.

Le 10 mars, M. Bernatchez, maire de Montmagny, adressa au Lieutenant-Gouverneur un mémoire exposant les faits et demandant la révocation de la nomination.

Le 15 mars, le Procureur-Général fit un rapport recommandant que la nomination de Jules Bélanger fut maintenue.

✕ Le 27 mars le Lieutenant-Gouverneur révoqua cette nomination, sur un rapport du Gouvernement.

ANNEXE B.

Québec, 4 Mars, 1878.

A L'HON. C. B. DE BOUCHERVILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur désire que ses deux mémoires (du 25 février et du 1er mars), adressés à l'Hon. M. de Boucherville, et que les réponses faites à ces mémoires par l'Hon. M. de Boucherville (du 27 février et du 3 mars), ne soient pas communiqués maintenant aux Chambres.

Cette communication, autorisée par le Lieutenant-Gouverneur, à la demande de l'Hon. M. de Boucherville, devra être faite sitôt que les arrangements pour la formation d'un nouveau Conseil exécutif seront terminés.

L'Hon. M. de Boucherville pourra faire connaître aux Chambres que la raison de l'ajournement, d'un jour à l'autre, est nécessitée par cette dernière cause.

(Signé.) L. LETELLIER.

Québec, 4 Mars 1878.

EXCELLENCE,

Conformément à votre désir exprimé dans une lettre de ce jour, je remettrai jusqu'à la formation d'un nouveau Conseil Exécutif, les explications que j'étais autorisée par Votre Excellence à donner aux Chambres.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé.) C. B. DE BOUCHERVILLE.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 25 février, 1878.

Le Lieutenant-Gouverneur désire que le Conseil Exécutif prépare pour sa considération, un "factum" comprenant une copie des documents suivants, savoir :

1o. Une copie des Actes du Parlement Fédéral, autorisant la construction du chemin de fer maintenant connu sous le nom de "Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," ainsi qu'une copie des Actes de la Législature de la Province de Québec, concernant le même chemin.

2o. Une copie des Actes de la Législature de la Province de Québec concernant la construction de la voie ferrée entre Québec et Montréal, ligne désignée communément sous le nom de "Chemin de fer du Nord."

3o. Copie des règlements de chacune des corporations municipales, au moyen desquels elle s'est engagée à venir en aide à la construction des dits chemins.

4o. Un état du montant de l'aide payé par chacune de ces Corporations, et une copie des correspondances échangées entre le Gouvernement, ses commissaires, ou les contracteurs des dits chemins de fer, et les mêmes Corporations Municipales, au sujet de leur aide ou subvention.

50. Copie des divers contrats qui ont été passés pour la construction de ces divers chemins ;

60. Une copie des rapports officiels ou *confidentiels* des ingénieurs qui ont été chargés de localiser ces lignes de chemins de fer, en tout ou en partie ;

70. Copie du Rapport des Commissaires des chemins de fer soumis aux Chambres durant la présente session, au sujet des dits chemins ;

80. Copie des représentations faites au Gouvernement par les corps municipaux ainsi intéressés ou par les contribuables de ces municipalités au sujet des conditions de leur aide ou subvention ;

90. Copie des résolutions qui ont été proposées à la Législature Provinciale, durant la présente session, au sujet des dites subventions et pour en faciliter le paiement et le recouvrement ;

100. Copie du bill basé sur ces résolutions qui a été proposé à la Législature de Québec durant la présente session ;

110. Un plan indiquant les diverses localisations de chacune des dites voies ferrées ou d'aucune partie d'icelles ;

120. Un exposé des raisons qui ont engagé le gouvernement provincial à ne se point contenter des dispositions du droit statutaire et public, et de celles du code civil de cette Province, pour opérer le recouvrement des sommes d'argent qui peuvent être dues par ces Corporations, mais, sans en avoir préalablement avisé, en aucune manière, avec le Lieutenant-Gouverneur, à proposer une Législation *ex post facto* pour les y contraindre.

Un autre projet de loi fort important, pour pourvoir au prélèvement de nouveaux impôts, a été aussi pareillement proposé à la Législature, sans avoir été soumis à la considération préalable du Lieutenant-Gouverneur.

Le Lieutenant-Gouverneur comprend facilement que des propositions d'importance secondaire, et sur lesquelles il a été officiellement renseigné d'avance, peuvent être, comme matière de routine, proposées aux Chambres, sans un ordre exprès de sa part ; mais il ne saurait permettre que l'exécutif fit des communications de sa part à la Législature, dans celles qui sont d'un ordre nouveau ou important, sans son autorisation spéciale et sans en avoir été pleinement renseigné et avisé préalablement.

(Signé.)

L. LETELLIER, Lt.-G.

Québec, 27 février, 1878.

A Son Excellence

le LIEUTENANT-GOUVERNEUR

de la Province de Québec.

EXCELLENCE.—J'ai l'honneur d'accuser réception du mémoire que Votre Excellence m'a fait remettre hier après-midi par votre Aide-de-Camp, qui m'informa, en même temps, que vous étiez malade au lit.

J'ai soumis ce mémoire au Conseil-Exécutif, et je vais voir, ainsi que Votre Excellence le désire, à ce que diligence soit faite pour que tous les documents demandés vous soient transmis au plus tôt.

Par anticipation du *factum* que désire Votre Excellence, et qui devra contenir un exposé plus détaillé des motifs qui ont engagé le gouvernement provincial à proposer les mesures sur lesquelles vous attirez mon attention, je crois devoir vous représenter :

Qu'entre autres, les raisons qui ont porté le gouvernement à soumettre à la Législature une loi obligeant les municipalités de payer leurs souscriptions pour la construction du chemin de fer provincial, sur la décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil, après un rapport assermenté d'un ingénieur compétent, et après un avis de quinze jours pour donner à ces municipalités l'occasion d'être entendues, sont le mauvais vouloir de certaines municipalités, manifesté chez les unes, par leur négligence à répondre aux demandes du Trésorier, chez d'autres, leur refus formel de payer, et, dans certains cas, par les résolutions adoptées demandant des conditions nouvelles aux engagements qu'elles avaient pris avec le gouvernement.

Le gouvernement a cru que sans cette Législation, dont l'objet est d'éviter les lenteurs des procédures judiciaires ordinaires, le résultat du mauvais vouloir de ces municipalités, eût été, soit de nécessiter un nouvel emprunt par la Province, et par conséquent, une charge injuste sur les municipalités qui n'avaient pris aucun engagement et qui ne devaient retirer aucun avantage immédiat de la construction de ce chemin, soit d'arrêter complètement les travaux commencés, avec la perte inévitable des intérêts sur le capital énorme déjà engagé dans cette entreprise, et les autres dommages qui en seraient résultés.—Le gouvernement s'obligeant d'abord, par cette loi, de remplir les conditions dont il est convenu avec ces municipalités, a cru qu'en substituant aux tribunaux ordinaires le Lieutenant-Gouverneur avec un Conseil-Exécutif responsable à la Législature et au peuple, il offrait aux parties intéressées un tribunal qui leur assurait autant de garanties que les tribunaux ordinaires.

Je me permettrai, de plus, de faire remarquer à Votre Excellence que des dispositions analogues à cette législation se trouvent déjà dans nos statuts. Je citerai à Votre Excellence le chapitre 83 des Statuts Refondus du Canada et aussi le chapitre 47 de la 36^e Victoria des Statuts d'Ontario.

Je soumetts humblement à Votre Excellence qu'une loi faite pour mieux assurer l'exécution d'un contrat ne saurait produire un effet rétroactif; elle statue pour l'avenir et a pour objet les intérêts respectifs des parties.

Maintenant, je prie Votre Excellence de remarquer que pendant qu'Elle était à la Rivière Ouelle, j'eus l'honneur de lui demander son autorisation pour mettre la question des finances devant la Chambre, et qu'Elle eut la bienveillance de me répondre qu'Elle envoyait un blanc par la poste, ce que je pris, dans le temps, pour une grande marque de confiance de sa part. Je reçus, en effet, un blanc avec votre signature que je remis au Trésorier qui le fit remplir par votre Aide-de-camp. Plus tard, j'eus l'honneur de demander à Votre Excellence une autorisation générale pour soumettre à la Chambre les mesures concernant les questions d'argent, ce que Votre Excellence m'accorda avec sa bienveillance ordinaire. Cette permission, du reste, n'avait toujours été accordée par votre prédécesseur, le regretté M. Caron. Je dois avouer qu'avec cette autorisation et la conviction où j'étais que Votre Excellence avait lu le discours du trésorier dans lequel il annonçait les taxes proposées plus tard, je me suis cru en droit de dire à mes collègues que j'avais votre permission pour toutes les questions d'argent.

Je prie Votre Excellence de croire que je n'ai jamais eu l'intention de m'arroger le droit de faire passer des mesures, sans avoir son approbation, et que, dans la circonstance actuelle, ayant eu l'occasion de parler avec Elle, de la loi concernant le chemin de fer provincial, et n'ayant pas reçu l'ordre de la suspendre, je n'ai pas cru que Votre Excellence verrait dans cette mesure aucune intention chez moi de méconnaître ses prérogatives que personne, plus que moi n'est disposé à respecter et à soutenir.

J'ai l'honneur d'être,

Etc., etc., etc.,

(Signé) C. B. DE BOUCHERVILLE.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 1^{er} mars 1878.

A l'Honorable C. B. DE BOUCHERVILLE,

Premier Ministre, Québec.

Le Lieutenant-Gouverneur, prenant en considération ce qui lui a été communiqué verbalement le 27 février par M. le Premier Ministre, et prenant aussi en considération la lettre que le Premier Ministre lui a alors remise, est prêt à admettre qu'il n'y a pas eu intention chez M. le Premier, de méconnaître les prérogatives de la Couronne; et qu'il n'y a eu de sa part qu'une erreur de bonne foi dans l'interprétation qu'il a donnée aux paroles du Lieutenant-Gouverneur dans l'entretien qu'ils ont eu le 19 février courant: paroles qui ne comportaient point le sens d'autorisation que le Premier y a attaché.

Avec cette interprétation, et les instructions qui ont été, en conséquence, données par le Premier aux Honorables messieurs Angers et Church, ces messieurs n'ont rien fait sciemment qui ne fût point conforme aux devoirs de leur office.

Quant au blanc que le Lieutenant-Gouverneur lui a adressé de la Rivière-Ouelle, le Lieutenant-Gouverneur savait que ce blanc devait servir à mettre les estimés devant la Chambre.

Cet acte était une marque de confiance de sa part, ainsi que le qualifie monsieur le Premier, dans sa lettre du 27 ; mais cet acte était confidentiel.

Le Lieutenant-Gouverneur croit devoir faire observer que dans son mémoire du 25 février courant, il n'a, en aucune façon, exprimé l'opinion qu'il croyait que M. le Premier ait jamais eu l'intention de s'arroger le droit "de faire passer des mesures" sans avoir son approbation, ni de méconnaître les prérogatives du Représentant de "la Couronne."

Mais M. le Premier Ministre ne peut pas perdre de vue que, bien qu'il n'y ait pas eu de sa part intention, en fait la chose existe, ainsi que le lui a dit le Lieutenant-Gouverneur.

Le fait d'avoir proposé aux Chambres plusieurs mesures nouvelles et importantes, sans en avoir préalablement avisé, en aucune manière, le Lieutenant-Gouverneur, bien que l'intention de méconnaître ses prérogatives n'existât pas, ne constitue pas moins une de ces situations fausses qui placent le Représentant de la Couronne dans une position difficile et critique avec les deux Chambres de la Législature.

Le Lieutenant-Gouverneur ne saurait admettre que la responsabilité de cet état de choses doive peser sur lui.

En ce qui concerne le Bill intitulé : "Acte concernant le Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," M. le Premier ne peut appliquer à cette mesure la prétendue autorisation générale dont il fait mention dans sa lettre ; car leur entrevue était à la date du 19 février, et ce bill était devant les Chambres déjà depuis plusieurs jours, sans que le Lieutenant-Gouverneur en eût été informé en aucune façon par ses avisateurs.

Le Lieutenant-Gouverneur exprima alors à M. le Premier, combien il regrettait cette législation ; il lui représenta qu'il la considérait comme contraire aux principes du droit et de la justice ; malgré cela, on a conduit cette mesure jusqu'à son adoption devant les deux Chambres.

Il est vrai que M. le Premier Ministre donne, dans sa lettre, pour une des raisons qu'il a eues d'agir comme il l'a fait, "que cette permission de se servir du nom du Représentant de la Couronne, lui avait, du reste, toujours été accordée par le pré-décesseur du Lieutenant-Gouverneur actuel, le regretté Monsieur Caron."

Cette raison n'en pourrait être une pour le Lieutenant-Gouverneur ; car en agissant de la sorte, il eut abdiqué sa position de Représentant de la Couronne, chose que ni le Lieutenant-Gouverneur, ni M. le Premier ne pourraient concilier avec les obligations du Lieutenant-Gouverneur envers la Couronne.

Le Lieutenant-Gouverneur regrette d'avoir à constater, ainsi qu'il l'a dit à M. le Premier Ministre, qu'il n'ait pas été généralement informé d'une manière explicite des mesures adoptées par le Cabinet, quoique le Lieutenant-Gouverneur en ait souvent donné l'occasion à M. le Premier Ministre, surtout dans le cours de l'année dernière.

De temps à autre, depuis la dernière session de la Législature, le Lieutenant-Gouverneur a attiré l'attention du Premier Ministre sur plusieurs sujets se rapportant aux intérêts de la Province de Québec, entre autres : 1o. Sur les dépenses énormes occasionnées par des subsides très considérables à plusieurs chemins de fer, alors que la province était chargée de la construction de la grande voie ferrée de Québec à Ottawa, laquelle devait primer les autres ; et cela, lorsque l'état de nos finances nous forçait à des emprunts disproportionnés avec nos revenus ;

2o. Sur la nécessité de réduire les dépenses du Gouvernement Civil et de la Législation, au lieu de recourir à des impôts nouveaux, en vue d'éviter des embarras financiers.

Le Lieutenant-Gouverneur exprima aussi, quoiqu'à regret, à M. le Premier, que les Ordres passés en Conseil pour l'augmentation des salaires des employés du service civil lui semblaient inopportuns, dans un temps où le gouvernement contractait à la Banque de Montréal un emprunt d'un demi-million, avec la condition de porter cet emprunt à \$1,000,000, à un intérêt de 7 0/0, et de fait, aujourd'hui même (1er mars) le Lieutenant-Gouverneur est obligé de permettre qu'un Ordre en Conseil soit passé

pour procurer au gouvernement le dernier demi-million : sans quoi, le gouvernement serait dans l'impossibilité de rencontrer ses obligations, ainsi que me l'a fait observer aujourd'hui l'Honorable Trésorier Provincial, par ordre du Premier Ministre. .

Monsieur le Premier ne fit point connaître alors, ni depuis, au Lieutenant-Gouverneur que le gouvernement était dans un état de pénurie qui nécessiterait une législation spéciale pour augmenter les impôts publics.

C'est pourquoi le Lieutenant-Gouverneur a dit et répété ces choses au Premier Ministre, et il croit devoir les consigner ici, afin qu'elles servent de mémoire pour lui-même et pour M. le Premier.

D'où il résulte :—1o. Que, quoique le Lieutenant-Gouverneur ait fait maintes recommandations, en sa qualité de Représentant de la Couronne, à M. le Premier, sur ces divers sujets d'intérêt public, ses avis se sont engagés dans une voie d'actes administratifs et législatifs, contraire à ces recommandations et sans l'avoir préalablement avisé ;

2o. Que l'on a mis le Lieutenant-Gouverneur, sans intention malveillante, mais de fait, dans une position fautive, en l'exposant à un conflit avec les volontés de la Législature qu'il reconnaît toujours être souveraine, lorsque ces volontés sont exprimées par toutes les voies constitutionnelles.

Le Lieutenant-Gouverneur a lu et examiné attentivement le mémoire et les documents que le Premier a eu l'obligeance de lui apporter hier.

Il y a dans ce dossier des requêtes de plusieurs Corporations Municipales et de citoyens de divers endroits, adressées au Lieutenant-Gouverneur, à l'encontre des résolutions et du projet du bill du gouvernement au sujet du Chemin de fer " Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

Le Lieutenant-Gouverneur n'a pu prendre connaissance qu'hier de quelques-unes de ces requêtes, parcequ'elles ne lui avaient pas été communiquées avant le dossier.

Le Lieutenant-Gouverneur, après avoir mûrement délibéré, ne peut accepter l'avis de M. le Premier Ministre au sujet de la sanction à donner au bill du Chemin de fer intitulé : " Acte concernant le " Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

Pour toutes ces causes, le Lieutenant-Gouverneur ne saurait clore ce mémoire sans exprimer à Monsieur le Premier le regret qu'il éprouve à l'idée de ne pouvoir continuer à le maintenir dans sa position à l'encontre des droits et des privilèges de la Couronne.

(Signé.)

L. LETELLIER.

Québec, 2 mars, 1878.

A Son Excellence

le LIEUTENANT-GOUVERNEUR

de la Province de Québec.

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre mémoire dans lequel vous concluez ne pouvoir me maintenir dans ma position de Premier Ministre. Il ne me reste d'autre devoir à remplir que de me soumettre au renvoi d'office que Votre Excellence m'a signifié, tout en protestant de mon profond respect pour les droits et privilèges de la Couronne et de mon dévouement aux intérêts de notre Province.

J'ai l'honneur d'être,

de Votre Excellence,

le très-humble et dévoué serviteur,

(Signé.)

C. B. DE BOUCHERVILLE.

